



THE APPROPRIATION ACT, 2024

**LOI DE 2024 PORTANT
AFFECTATION DE CRÉDITS**

STATUTES OF MANITOBA 2024

LOIS DU MANITOBA 2024

Chapter 30

Chapitre 30

Bill 43
1st Session, 43rd Legislature

Assented to November 7, 2024

Projet de loi 43
1^{re} session, 43^e législature

Date de sanction : 7 novembre 2024

CHAPTER 30

THE APPROPRIATION ACT, 2024

(Assented to November 7, 2024)

HIS MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

Definitions

1 The following definitions apply in this Act.

"appropriation" means a sum voted for operating expenditures, capital investment or loans and guarantees as set out in the Estimates. (« crédit »)

"Estimates" means the Manitoba Estimates of Expenditure for the 2024-2025 fiscal year as tabled in the Assembly. (« budget »)

"2024-2025 fiscal year" means the period beginning April 1, 2024, and ending March 31, 2025. (« exercice 2024-2025 »)

Expenditure authority — operating

2(1) For the 2024-2025 fiscal year, operating expenditures of up to \$17,924,228,000 may be incurred for the public service according to the appropriations set out in Part A of the Estimates and summarized in the Schedule.

CHAPITRE 30

LOI DE 2024 PORTANT AFFECTATION DE CRÉDITS

(Date de sanction : 7 novembre 2024)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **budget** » Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice 2024-2025 déposé à l'Assemblée législative. ("Estimates")

« **crédit** » Somme votée pour les dépenses de fonctionnement, les investissements en immobilisations, les prêts ou les garanties prévus dans le budget. ("appropriation")

« **exercice 2024-2025** » La période débutant le 1^{er} avril 2024 et se terminant le 31 mars 2025. ("2024-2025 fiscal year")

Dépenses de fonctionnement

2(1) Pour l'exercice 2024-2025, des dépenses de fonctionnement maximales de 17 924 228 000 \$ peuvent être engagées pour l'administration publique en conformité avec les crédits prévus à la partie A du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Expenditure authority — capital investment

2(2) For the 2024-2025 fiscal year, up to \$632,798,000 may be paid out of the Consolidated Fund and applied to capital investment according to the appropriations set out in Part B of the Estimates and summarized in the Schedule.

Expenditure authority — loans and guarantees

2(3) For the 2024-2025 fiscal year, up to \$562,214,000 may be paid out of the Consolidated Fund and applied to loans and guarantees according to the appropriations set out in Part C of the Estimates and summarized in the Schedule.

Expenditure authority — capital investment by other reporting entities

2(4) For the 2024-2025 fiscal year, up to \$1,861,483,000 may be paid out of the Consolidated Fund and applied to capital investments by other reporting entities according to the appropriations set out in Part D of the Estimates and summarized in the Schedule.

Expenditures by responsible department

3 An operating expenditure, capital investment, loan or guarantee authorized by this Act may be made by the Crown through any government department that, during the 2024-2025 fiscal year, has become responsible for the program or activity that includes that expenditure, investment, loan or guarantee.

Limit on expenditures for inventory

4 Up to \$25,000,000 may be paid out of the Consolidated Fund in the 2024-2025 fiscal year for the purpose of developing or acquiring inventory to be disposed of in a subsequent year.

Investissements en immobilisations

2(2) Pour l'exercice 2024-2025, une somme maximale de 632 798 000 \$ peut être payée sur le Trésor et affectée aux investissements en immobilisations en conformité avec les crédits prévus à la partie B du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Prêts et garanties

2(3) Pour l'exercice 2024-2025, une somme maximale de 562 214 000 \$ peut être payée sur le Trésor et affectée aux prêts et aux garanties en conformité avec les crédits prévus à la partie C du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Investissements en immobilisations d'autres entités comptables

2(4) Pour l'exercice 2024-2025, une somme maximale de 1 861 483 000 \$ peut être payée sur le Trésor et affectée aux investissements en immobilisations d'autres entités comptables en conformité avec les crédits prévus à la partie D du budget et présentés sous forme abrégée en annexe.

Dépenses effectuées par le ministère responsable

3 Toute dépense de fonctionnement ou garantie ou tout investissement en immobilisations ou prêt qu'autorise la présente loi peuvent être effectués par l'État par l'intermédiaire du ministère du gouvernement qui, au cours de l'exercice 2024-2025, est devenu responsable de l'activité ou du programme auxquels se rattache cette dépense ou garantie ou cet investissement ou ce prêt.

Plafond des dépenses liées à un inventaire

4 Une somme maximale de 25 000 000 \$ peut être payée sur le Trésor au cours de l'exercice 2024-2025 afin que soit acquis ou aménagé un inventaire devant faire l'objet d'une aliénation au cours d'un exercice subséquent.

Limit on payments for certain long-term liabilities

5 Up to \$192,000,000 may be paid out of the Consolidated Fund in the 2024-2025 fiscal year for the purpose of reducing or eliminating a long-term liability previously accrued under section 66 of *The Financial Administration Act*.

Limit on commitments to future expenditures

6 The commitments made in the 2024-2025 fiscal year under section 45 of *The Financial Administration Act* to ensure completion of projects or contracts initiated in the year must not exceed \$1,250,000,000.

Additional authority for loans and guarantees

7 Until changed by another Act of the Legislature, the total of the loans and guarantees that the government provides under section 63 of *The Financial Administration Act* in a fiscal year must not exceed \$400,000,000.

Transfer re 2024-2025 fiscal year appropriations for capital investment

8(1) For the 2024-2025 fiscal year, Treasury Board may authorize the Minister of Finance to direct the transfer of an amount of an appropriation in Part B of the Estimates or Part D of the Estimates that has not been expended within a service heading if each of the following conditions is met:

1. The amount transferred is not more than 25% of the amount voted for the appropriation.
2. The amount is transferred to an appropriation in Part B of the Estimates or Part D of the Estimates, as the case may be, in respect of one or more of the following departments and purposes:
 - (a) Advanced Education and Training, to support capital investment in post-secondary institutions;

Plafond des paiements liés à certaines dettes à long terme

5 Une somme maximale de 192 000 000 \$ peut être payée sur le Trésor au cours de l'exercice 2024-2025 afin que soit réduite ou éliminée une dette à long terme constatée antérieurement en vertu de l'article 66 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Restriction relative aux engagements futurs

6 Le montant des engagements pris au cours de l'exercice 2024-2025 en vertu de l'article 45 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* afin que soit garanti le parachèvement de projets ou de contrats dont l'exécution a été entreprise pendant l'exercice ne peut excéder 1 250 000 000 \$.

Pouvoir supplémentaire en matière de prêts et de garanties

7 Le total des prêts et des garanties que le gouvernement accorde en vertu de l'article 63 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* au cours d'un exercice ne peut excéder 400 000 000 \$, à moins qu'une autre loi de la Législature prévoit un autre montant.

Transfert des crédits prévus pour les investissements en immobilisations pour l'exercice 2024-2025

8(1) Pour l'exercice 2024-2025, le Conseil du Trésor peut autoriser le ministre des Finances à ordonner le transfert d'une somme provenant de la partie d'un crédit prévu à la partie B ou D du budget qui n'a pas déjà été dépensée au titre de l'intitulé d'un crédit si les conditions qui suivent sont réunies :

1. La somme transférée n'est pas supérieure à 25 % de la somme qui a été votée pour le crédit.
2. La somme est transférée vers un crédit prévu à la partie B ou D du budget à une ou plusieurs des fins indiquées à l'égard des ministères suivants :
 - a) le ministère de l'Éducation postsecondaire et de la Formation, pour appuyer des investissements en immobilisations en matière d'établissements d'enseignement postsecondaire;

(b) Education and Early Childhood Learning, to support the acquisition, construction or alteration of, or other capital investment in, school buildings;

(c) Health, Seniors and Long-Term Care, to support the acquisition, construction or alteration of, or other capital investment in, health facilities;

(d) Housing, Addictions and Homelessness, to support the acquisition, construction or alteration of, or other capital investment in, public housing;

(e) Transportation and Infrastructure, to support the construction of, or other capital investment in, provincial infrastructure assets.

3. The department that receives the amount transferred has insufficient expenditure authority for the purpose otherwise.

b) le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance, pour appuyer l'acquisition, la construction ou la modification de bâtiments scolaires ou d'autres investissements en immobilisations en matière de bâtiments scolaires;

c) le ministère de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée, pour appuyer l'acquisition, la construction ou la modification d'établissements de santé ou d'autres investissements en immobilisations en matière d'établissements de santé;

d) le ministère du Logement, de la Lutte contre les dépendances et de la Lutte contre l'itinérance, pour appuyer l'acquisition, la construction ou la modification de logements sociaux ou d'autres investissements en immobilisations en matière de logements sociaux;

e) le ministère du Transport et de l'Infrastructure, pour appuyer la construction d'infrastructures provinciales ou d'autres investissements en immobilisations en matière d'infrastructures provinciales.

3. Sans le transfert, les dépenses qu'est autorisé à engager le ministère devant recevoir la somme transférée seraient insuffisantes pour les fins prévues.

Non-application

8(2) Subsection (1) does not apply to the appropriation in Part D of the Estimates within the service heading "Finance" or "Sport, Culture, Heritage and Tourism".

Non-application

8(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux crédits prévus à la partie D du budget au titre de l'intitulé du crédit « Finances » ou « Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme ».

Transfer exception to any other authorization

8(3) Subsection (1) applies despite clause 34(a) of *The Financial Administration Act* or any other Act of the Legislature that authorizes money to be paid out of the Consolidated Fund.

Caractère exceptionnel du transfert

8(3) Le paragraphe (1) s'applique par dérogation à l'alinéa 34a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou à toute autre loi de la Législature qui permet de prélever des sommes sur le Trésor.

Report in public accounts

8(4) The net effect of all transfers made under subsection (1) must be reported in the public accounts, as defined in section 1 of *The Financial Administration Act*, for the 2024-2025 fiscal year.

Mention dans les comptes publics

8(4) Le résultat net des transferts effectués au titre du paragraphe (1) est consigné dans les comptes publics, au sens de l'article 1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour l'exercice 2024-2025.

Interim authority subsumed

9(1) The authority provided by this Act subsumes the authority provided for in *The Interim Appropriation Act, 2024*.

Repeal

9(2) *The Interim Appropriation Act, 2024*, S.M. 2024, c. 1, is repealed.

Coming into force

10 This Act comes into force on the day it receives royal assent.

Inclusion du pouvoir provisoire

9(1) Le pouvoir de dépenser prévu par la présente loi inclut le pouvoir de dépenser prévu par la *Loi de 2024 portant affectation anticipée de crédits*.

Abrogation

9(2) La *Loi de 2024 portant affectation anticipée de crédits*, c. 1 des *L.M. 2024*, est abrogée.

Entrée en vigueur

10 La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

SCHEDULE
SUMMARY OF APPROPRIATIONS

2024-2025

\$(000s)

	Part A Operating Expenditures	Part B Capital Investment	Part C Loans and Guarantees	Part D Other Reporting Entities Capital Investment
Legislative Assembly	36,896	3,119	—	—
Executive Council	3,170	—	—	—
Advanced Education and Training	948,565	—	95,000	38,673
Agriculture	225,396	2,585	247,430	—
Consumer Protection and Government Services	492,842	48,114	—	48,501
Economic Development, Investment, Trade and Natural Resources	298,790	8,010	40,000	—
Education and Early Childhood Learning	2,505,869	—	—	160,000
Employee Pensions and Other Costs	28,666	—	—	—
Environment and Climate Change	94,142	6,825	—	—
Families	2,123,734	—	—	—
Finance	67,629	—	—	706,384
Health, Seniors and Long-Term Care	7,701,384	—	—	524,954
Housing, Addictions and Homelessness	673,209	—	15,000	77,871
Indigenous Economic Development	14,009	—	67,500	—
Justice	791,412	2,660	—	—
Labour and Immigration	32,951	—	—	—
Municipal and Northern Relations	475,501	1,485	97,284	—
Public Service Commission	28,430	—	—	—
Sport, Culture, Heritage and Tourism	92,076	—	—	36,200
Transportation and Infrastructure	231,578	540,000	—	—
Enabling Appropriations	831,179	20,000	—	268,900
Emergency Expenditures	50,000	—	—	—
Tax Credits	176,800	—	—	—
TOTAL	17,924,228	632,798	562,214	1,861,483

ANNEXE
SOMMAIRE DES CRÉDITS

2024-2025
(milliers de \$)

	Partie A Dépenses de fonctionnement	Partie B Investissements en immobilisations	Partie C Prêts et garanties	Partie D Investissements en immobilisations d'autres entités comptables
Assemblée législative	36 896	3 119	—	—
Conseil exécutif	3 170	—	—	—
Éducation postsecondaire et Formation	948 565	—	95 000	38 673
Agriculture	225 396	2 585	247 430	—
Protection du consommateur et Services gouvernementaux	492 842	48 114	—	48 501
Développement économique, Investissement, Commerce et Ressources naturelles	298 790	8 010	40 000	—
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	2 505 869	—	—	160 000
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	28 666	—	—	—
Environnement et Changement climatique	94 142	6 825	—	—
Familles	2 123 734	—	—	—
Finances	67 629	—	—	706 384
Santé, Aînés et Soins de longue durée	7 701 384	—	—	524 954
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	673 209	—	15 000	77 871
Essor économique des peuples autochtones	14 009	—	67 500	—
Justice	791 412	2 660	—	—
Travail et Immigration	32 951	—	—	—
Relations avec les municipalités et le Nord	475 501	1 485	97 284	—
Commission de la fonction publique	28 430	—	—	—
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme	92 076	—	—	36 200
Transport et Infrastructure	231 578	540 000	—	—
Crédits d'autorisation	831 179	20 000	—	268 900
Urgences diverses	50 000	—	—	—
Allègements fiscaux	176 800	—	—	—
TOTAL	17 924 228	632 798	562 214	1 861 483